



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMF QSE (Bâtiment A)

14 allée du Piot
ZAC POLE ACTIF
30660 Gallargues-Le-Montueux

Références : 2025-696
Code AIOT : 0010014183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement AMF QSE (Bâtiment A) implanté ZAC des portes de Chambord 41500 Mer. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMF QSE (Bâtiment A)
- ZAC des portes de Chambord 41500 Mer
- Code AIOT : 0010014183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités du site AMF QSE - bâtiment A sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 17/06/2022. Ce bâtiment est actuellement loué à la société DB SCHENKER pour le stockage de climatiseur. La configuration en 6 cellules a été mise en place.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------|--|--|--|-----------------------|
| 3 | Contrôle des accès | AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.4 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 2 mois |
| 7 | RIA | AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.22.2 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant | |
| 8 | Installations électriques | AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.15.1 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 11 | Protection contre la foudre | Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 7.15.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------|--|--|-------------------|
| 1 | État des stocks | AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.1 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 2 | Zonage des dangers | AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 4 | Accessibilité au site | AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.3.1 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 5 | Cantonnement | AP Complémentaire | Susceptible de suites | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|---|---|-------------------|
| | | du 17/06/2022, article 7.5 | | |
| 6 | Points d'eau incendie | AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.13 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 9 | POI | AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.25 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 10 | Dispositions constructives | AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.4 | Susceptible de suites | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, par cellule, indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre doit pouvoir permettre de positionner l'établissement par rapport à la règle de dépassement direct et à la règle de cumul définies aux points I et II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. [...]</p> |
| Constats : <p><u>Constat de la visite du 3 novembre 2022:</u> L'état des stocks n'est pas cohérent pour la rubrique 1185.</p> |

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

L'exploitant a présenté un état des stocks réactualisé pour la rubrique 1185. Ce dernier fait apparaître les différents type de gaz (R134A, R32, R410A, et R744) associés à une quantité par type de gaz.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Zonage des dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :**Constat de la visite du 3 novembre 2022:**

La nature du risque et les consignes à observer ne sont pas indiquées à l'entrée des zones concernées.

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater la présence d'un affichage "Atmosphère Explosive" à l'entrée du local de charge ainsi que la présence des consignes liées à ce risque.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès

| |
|---|
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 3 novembre 2022:</u> L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires au contrôle des accès.</p> <p><u>Constat de la visite du 23 septembre 2025:</u> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la barrière levante n'est toujours pas réparée. L'exploitant fait valoir un problème de conception de voirie qui impose au camion Poids Lourd de réaliser une manœuvre délicate pour rentrer sur le site. Par ailleurs, la configuration du portail n'a pas été effectuée conformément au permis de construire modificatif. Ce dernier avait prévu que le portail soit positionné en angle afin d'éviter tout problème lié au braquage des camions. Des échanges sont en cours entre le propriétaire et le locataire pour définir la responsabilité des travaux de réparation. Pour l'heure, il serait envisagé de réaliser un marquage au sol en extérieur du portail associé à la mise en place de poteaux afin d'obliger les camions à entrer sous un bon angle. Le portail coulissant est bien fermé en heure non ouvrable, garantissant au moins la sécurité pendant ces heures. Le constat de la visite du 3 novembre 2022 est reconduit. <u>L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires au contrôle des accès.</u></p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au Pdc n°3</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 4 : Accessibilité au site

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.3.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 |

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

L'installation dispose d'au moins deux accès, accessibles en permanence et positionnés de telle sorte qu'ils permettent à tout moment l'intervention services d'incendie et de secours.

[...]

La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

Constats :

Constat de la visite du 3 novembre 2022:

La matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers » n'est pas présente.

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un seul accès pompiers dédié. Ce dernier se situe sur la partie Nord-Ouest du site. Il a été constaté la présence d'un panneau "accès pompiers" fixé sur le grillage rigide ainsi qu'un marquage au sol reprenant les mêmes termes.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cantonnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.5

Thème(s) : Risques accidentels, Cantonnement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...] Dans le cas de stockage de liquides inflammables (1436, 4331 et 4755), les cellules sont divisées en cantons de désenfumage

d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...]

[...]Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. [...]

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.[...]

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances. [...]

Constats :

Constat de la visite du 03 novembre 2022:

Le plan de désenfumage transmis n'est pas cohérent.

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un plan de désenfumage mis à jour. On retrouve sur ce plan les 4 cantons de désenfumage de la cellule 6.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté par sondage :

- la présence des plans des cantons de désenfumage de la cellule 6 au niveau de la commande manuelle de désenfumage ;
- le découpage de la cellule 6 en quatre cantons de désenfumage.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Points d'eau incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.13

Thème(s) : Risques accidentels, Points d'eau incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Pour ce faire, l'établissement dispose d'un réseau de 8 poteaux incendie privés (8 points d'eau incendie). A défaut de satisfaire les besoins en eau incendie (540 m³, soit 270 m³/h pour 2 heures) par les poteaux, une réserve complète les besoins et est implantée face à la cellule 1 (angle nord).

| |
|--|
| <p>La réserve est équipée d'aires d'aspiration, à raison d'une aire d'aspiration par tanche de 120 m³. Chaque aire d'aspiration est dotée de raccords DN 100 mm et présente une surface de 32 m² (8 m x 4 m).</p> <p>Le réseau poteaux incendie est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. Dans le cas où le réseau alimentant les hydrants est surpressé, ces derniers sont équipés de limiteurs de pression intégrés.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 3 novembre 2022:</u> L'exploitant n'a pas communiqué au service d'incendie et de secours les mesures des débits et des pressions délivrés par les poteaux incendie.</p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 23 septembre 2025:</u> La présence des 8 poteaux incendie a bien été constaté lors de la visite terrain. Ils sont identifiés. La réserve incendie de 663 m³ est présente et bien identifiée. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle annuel 2024 des poteaux incendie. Les 8 poteaux incendie présentent individuellement un débit et une pression conforme cependant les tests effectués en simultané sur 2 poteaux (A-H) (B-G) (C-F) (D-E) ne sont pas conformes. La réserve incendie de 663 m³ est présente pour palier cette insuffisance. <u>Pas de non-respect constaté.</u></p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : RIA

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.22.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :</p> <p>[...] Robinets d'incendie armés (RIA) : Annuelle [...]</p> |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 3 novembre 2022:</u> Le registre de sécurité n'est pas tenu à jour. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les RIA sont vérifiés annuellement.</p> <p><u>Constat de la visite du 23 septembre 2025:</u> Le registre de sécurité ne fait pas apparaître la visite périodique des RIA, l'exploitant n'a pas présenté de rapport de vérification périodique des RIA.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé au Pdc n° 7.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |

N° 8 : Installations électriques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.15.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>Dans le cas des cellules de liquides inflammables (1436, 4331 et 4755), à proximité d'au moins une issue de chacune de ces cellules, n°6 et n°7, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de la cellule. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 3 novembre 2022:</u> Les installations électriques ne sont pas entretenues en bon état.</p> <p><u>Constat de la visite du 23 septembre 2025:</u></p> |

L'exploitant a présenté un rapport dit "quadriennal" de vérification périodique des installations électriques du site. Ce rapport du 20/11/2024 rédigé par le bureau Veritas fait état d'écarts.

L'exploitant a présenté un devis édité par la société Ineo en date du 11/04/2025 intitulé "remise en conformité SCHENKER" (bat A) suivant rapport veritas. Ce devis signé porte la mention "bon pour accord".

L'exploitant a présenté la liste des opérations réalisées par Ineo le 16/06/25 afin de lever les écarts du rapport de vérification.

L'inspection constate que l'ensemble des écarts ne sont pas levés. Notamment les observations n°3,4,7 et 12.

La non-conformité est reconduite

Les installations électriques ne sont pas entretenues en bon état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au Pdc n° 8

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.25

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans la notice de dangers au plus tard dans les trois mois suivants la mise en service. [...]

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. Des exercices de P.O.I. sont organisés régulièrement en commun avec les établissements de la ZAC des Portes de Chambord situés dans le voisinage immédiat.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et à la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Constats :

Constat de la visite du 3 novembre 2022:

L'exploitant n'a pas établi un Plan d'Opération Interne dans les trois mois suivants la mise en service.

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

L'exploitant a présenté un Plan d'Opération Interne pour son bâtiment A. Ce POI créé le 27/08/2021 et révisé le 26/10/2022 a bien été transmis au SDIS 41 le 20/01/2023 par mail.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

L'ensemble de la structure est a minima R 60. [...]

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). [...]

Constats :**Constat de la visite du 3 novembre 2022:**

Le procès-verbal transmis justifiant que le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3) n'est pas valable à la date de construction de l'entrepôt. L'exploitant n'a pas apporté la justification du non-effondrement vers l'extérieur.

Constat de la visite du 23 septembre 2025:

L'exploitant a présenté les documents attendus, ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 7.15.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport de vérification annuel complète n°2024BIMRVA0072312 du 23/12/2024 par la société SOGEPROG.

Ce rapport fait état d'une recommandation prioritaire : **pas de système paratonnerre sur la cheminée de la chaudière (la cheminée d'évacuation des gaz d'échappement de la chaudière atteint la même hauteur que le réseau de tête PDA)**

Interrogé sur ce point, l'exploitant avance un défaut de conception lors de la réalisation.

L'exploitant a transmis un devis pour la remise en conformité de l'installation de protection contre la foudre édité par la société SOGEPROG en date 10 juin 2023.

L'exploitant indique qu'un sinistre Dommage-Ouvrage est ouvert sur ce sujet depuis mars 2023.

Constat: Le système de protection contre le risque foudre du bâtiment A présente un défaut de conception majeur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois